

# COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire  
en Martinique et en Guadeloupe  
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe  
Pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale

BI-HEBDOMADAIRE TROT. K. STE \*\* PARAIT MERCREDI & SAMEDI PRIX: 0,30 F

SAMEDI 19 AVRIL 1975

## EDITORIAL A BAS L'ÉTAT DES PRÉFETS des CRS et des PATRONS

Par son intervention grâce à ses CRS et képis rouges, le préfet de la Guadeloupe comme ses prédécesseurs remet en cause le droit de grève, et le droit d'association syndical.

Le pouvoir colonial montre en agissant ainsi son mépris des travailleurs et des paysans pauvres. Il montre que son rôle n'est nullement comme il le prétend de protéger le pays et la population, mais bien de permettre aux grosses sociétés françaises, aux banquiers, aux grands capitalistes locaux de poursuivre en toute tranquillité leur exploitation éhontée des travailleurs.

Préfet et compagnie veulent que les travailleurs enrichissent les barons Empain, les Rothchild, Simonet et autres tandis que eux travailleurs continueront de croupir dans l'inconfort et la misère avec de maigres salaires touchés pour seulement quelques mois de travail.

Voilà le principal rôle des préfets et de ceux qui viennent de 7.000 kilomètres pour nous diriger ici aux Antilles.

Depuis 4 ou 5 ans le pouvoir colonial a montré aux travailleurs toutes les facettes de son hideux visage : fraude électorale, promesses non tenues, répression contre les intellectuels, répression systématique contre toute grève des secteurs importants, assassinats de manifestants (Nouvet), assassinat d'ouvriers agricoles (Ilmany et Marie-Louise).

Non content de cela il entretient le chômage en permettant la fermeture d'entreprise en réduisant les crédits à la construction alors que de nombreux taudis et bidonvilles jalonnent les Antilles.

Il favorise la seule solution qui reste aux jeunes celle de s'exiler en France alors que le racisme se développe que des travailleurs sont sans arrêt attaqués par des racistes qui ne sont pas inquiétés. (Affaire du jeune Mirval assassiné en prison).

Pendant ce temps l'administration pratique elle-même la discrimination raciale en favorisant l'emploi de gens venant de France et en refusant d'accorder un certain nombre d'emplois aux Antillais.

Tous les emplois impliquant une certaine responsabilité sont fermés aux Antillais de peur que ceux-ci prennent conscience qu'ils pourraient très bien se diriger seuls demain.

La crise morale et économique des An-  
(suite au verso)

## MARTINIQUE LE DIAMOND ROCK COULE DE NOUVEAU

140 licenciés, c'est le résultat de la nouvelle liquidation judiciaire de l'hôtel Diamond-Rock. En effet, pour la deuxième fois depuis 1971, l'hôtel se trouve en cessation de paiement avec des dettes supérieures à un milliard, 200 millions d'ancien francs. Cet exemple montre encore une fois l'irrationalité de la politique du tourisme, basé sur la construction de grands hôtels destinés à une clientèle de luxe.

En tout les cas, ce ne seront certainement pas les capitalistes qui y perdront, car entre deux fermetures ils bénéficieront sûrement de nouvelles subventions du gouvernement colonialiste pour pouvoir

faire redémarrer l'affaire.

Mais le principal perdant de l'affaire est le personnel qui, une fois de plus se retrouve à la pote comme en 1972, sans indemnités de licenciement, sans salaires. Voilà la nocivité du capitalisme. Si un capitaliste a fait une mauvaise affaire, ce sont les travailleurs qui paient les pots cassés.

Mais cela ne doit pas être le cas du Diamond-Rock. Les capitalistes peuvent payer. L'hôtel peut marcher. Les capitalistes ont déjà fait suffisamment de profit!

Rebauchage total du personnel!

## LE GOLF SPORT FAVORI DES MARTINIQUEAIS?

L'affaire du golf de l'espérance revient ces jours-ci à l'ordre du jour avec la récente rallonge de crédits de 100.000F pour sa construction, votés par le conseil général.

Pour ce golf qui coûtera au total 6 millions de Francs, le gouvernement colonialiste et le conseil général à sa solde n'hésitent pas à faire valser les millions qui vont se déverser directement dans la poche des capitalistes qui le construisent.

Quant à l'utilité d'une telle entreprise pour le tourisme, elle est plus que douteuse: ce n'est certes pas un terrain de golf qui retiendrait longtemps les

touristes en Martinique, et de toutes façons, cela ne profiterait qu'aux capitalistes, propriétaires des hôtels de luxe comme le Méridien ou le Bakoua, et la population n'a absolument rien à y gagner. Mais que les paysans sans terre et les travailleurs sans emploi se rassurent. Le gouvernement colonialiste a quand même pensé à eux! "ainsi que le dit le rapport du FIDOM central: cet ensemble attirera... une partie non négligeable de la population locale qui pourra s'adonner à la pratique de ce sport favori".

Du moment que le gouvernement le dit...

## BEAUPORT (GUADELOUPE) OUVRIRA, OUVRIRA PAS?

Dans la région de Port-Louis, alors que le démarrage était prévu pour mardi 15, nous avons bel et bien assisté à un "faux départ" supplémentaire.

En effet une certaine quantité de cannes avait été coupée, afin de permettre à l'usine, de mettre en route.

Finalement, ordre fut donné par la SAUB elle-même d'arrêter la coupe. Motif, l'usine n'est pas en état de reprendre son activité, car, selon les dires, il y a une turbine qui ne fonctionne pas, et la vapeur ne se dégage pas normalement.

Décidément les "incidents techniques" à Beauport se succèdent, à tel point qu'on finit par se demander si tout cela est vraiment le fruit du hasard!

## ARRESTATION DE TROIS OUVRIERS AGRICOLIS

Trois travailleurs de la région du Moule ont été arrêtés mercredi 16 avril, alors qu'ils diffusaient des tracts de l'UTA, à Dubedou (Saint François).

Les képis rouges ont aussi frappé plusieurs travailleurs. Les travailleurs arrêtés ont été frappés et emmenés pour "vérification d'identité".

Le préfet prétendra-t'il encore que les képis rouges sont là pour protéger les travailleurs?

ABONNEZ VOUS  
AU MENSUEL  
COMBAT OUVRIER

FAIS LIRE COMBAT OUVRIER AUTOUR DE TOI

(GUADELOUPE)

# ECHOS SUR LA GREVE DES OUVRIERS AGRICOLES DE LA CANNE

## POURQUOI LA GREVE DU 14 AVRIL?

Vendredi 11 avril une rencontre patronat syndicat a lieu. Les patrons posent comme condition à l'alignement des salaires agricoles sur ceux de l'industrie, la journée de 8 heures dans les champs. L'UTA refuse et réclame que les conditions de coupe et de ramassage des cannes restent celles prévues par la convention collective. Les patrons proposent que les tâches soient augmentées si le travail ne se fait pas à la journée.

Vendredi et samedi les délégués de l'UTA font du porte à porte pour expliquer leurs positions aux travailleurs, ils donnent des explications aussi sur les champs. Dans la région de Ste-Rose et Lamentin, les travailleurs sont assez sensibilisés par les explications des délégués.

Le syndicat a donc décidé de lancer un mot d'ordre de grève pour le lundi 14 avril.

Le dimanche se passe en explications et même déjà des débrayages ont lieu. Les usiniers en prévision de la grève font brûler les cannes sur certaines habitations de la SIS. C'est le cas à Bellevue et à Darras. Mais ce même jour, les débauchages commencent. Après les explications d'un petit groupe de grévistes, les travailleurs décident de ne pas couper le lendemain. Les cannes brûlées ne seront pas récoltées.

## LA JOURNEE DU LUNDI

Démarrage de la grève. La plupart des champs de Ste-Rose Lamentin sont désertés. Beaucoup de conducteurs d'engins refusent de sortir les tracteurs et les machines à couper. La grève est totale à Conté, Vincent, Morne-Rouge. A Drouillard l'arrêt est partiel. Le patron fait arrêter les machines à couper.

Par contre à Blachon (Lamentin), le travail continue malgré l'intervention des délégués.

La plupart des cannes qui arrivent, viennent de la Grande-Terre. Aucun Titan en direction de Darbousier ne circule.

Sur certaines plantations de Grande Terre le mouvement semble commencer.

## MARDI LA GREVE CONTINUE

La grève continue là où elle avait pris la veille. Mais sur les champs où il y a des travailleurs, les forces de répression Képis rouges et gendarmes sont présents en grand nombre. Notamment à Drouillard et à Blachon. Les délégués n'ont pu intervenir.

Les équipes de débauchage ne peuvent pas se déplacer comme lors du premier mouvement de grève. Certains travailleurs sont hésitants, s'interrogent sur les chances de succès de cette reprise de la grève. Les discussions vont bon train sur les propositions patronales: travail à la journée ou travail à la tâche. Beaucoup de travailleurs pensent que le travail à la journée serait un progrès. Le problème, c'est les huit heures qu'il faut faire, et ce temps est jugé trop long par la majorité des travailleurs.

## HESITATIONS ET REPRISE

Les forces de répression sont surtout présentes dans la région du Lamentin. Certains travailleurs reprennent le travail. Des machines coupent à Vincent. Sur les habitations de Conté, de Barrot, des Galbas, on travaille. L'hésitation gagne du terrain. A Morne-Rouge, les travailleurs tiennent bon.

## NEGOCIATIONS ENTRE UTA ET PATRONS

Pratiquement, le jeudi, le travail a repris partout. Une certaine confusion règne dans les rangs des travailleurs. Beaucoup ne comprennent pas ni ce qui est discuté, ni ce qui est fait par le syndicat. Il n'y a pas de discussions entre grévistes sur l'action entreprise ni sur les buts à atteindre. Le moral n'est pas très élevé.

Le soir un meeting se tient à la chapelle de Grosse-Montagne, à l'initiative de l'UTA et des jeunes chrétiens (MRJC). L'UTA y annonce que les patrons n'ont rien cédé. Ils veulent soit que le travail soit fait pendant huit heures sur la base des salaires horaires les plus bas de l'industrie, soit qu'il y ait des tâches plus fortes.

1. La délégation ouvrière a refusé.

L'UTA refuse et fait une proposition en reculant sur les revendications de départ: elle propose aux patrons d'accepter un salaire de 47,84 F pour les coupeurs au lieu de 51,26 F qu'elle réclamait. Les patrons refusent également.

Pratiquement donc, ce soir-là, l'UTA annonce la fin du mouvement de grève, expliquant qu'on ne peut pas continuer dans ces conditions.

## ET MAINTENANT?

Le sentiment de beaucoup de travailleurs, c'est que le syndicat n'aurait pas dû arrêter le mouvement à la fin du mois de mars, mais la poursuivre jusqu'à ce que le problème de l'alignement des salaires soit réglé, le plus avantageusement pour les ouvriers agricoles. Cela d'autant plus, disent-ils, que les travailleurs des autres secteurs étaient très favorables à une action d'ensemble pour les soutenir, que les entrepreneurs de transports avaient déjà annoncé une grève de soutien.

Cette grève s'achève sans que le problème de l'alignement des salaires soit réglé. Les patrons probablement vont tenter maintenant d'imposer des conditions de travail très dures: augmentation des tâches, ou bien vont appliquer les heures comme c'est le cas de certaines habitations qui ont déjà affiché la journée de huit heures. (Drouillard et Darras où les travailleurs ont d'ailleurs été payés sans tenir compte des augmentations obtenues.)

Sur les plantations, il y aura une lutte incessante à mener pour refuser les augmentations de tâches.

Dès maintenant, les travailleurs peuvent s'organiser en vue de mener d'autres luttes. Le mécontentement, malgré la reprise, reste grand. Les travailleurs ne sont pas satisfaits de ce qui a été obtenu.

Il est certain que les patrons risquent d'avoir encore à affronter leur mécontentement et leur colère avant la fin de la récolte.

## MÉTALLURGIE (MARTINIQUE) APPLICATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE! DES CONDITIONS DE TRAVAIL DÉCENTES!

Chez SERI-SAVER, petite entreprise de métallurgie, l'ouvrier qualifié gagne 6,75 F alors que le salaire en vigueur du manoeuvre est de 7,10 F. Ainsi, SERI-Saver nous vole ouvertement, et non content de cela, il nous impose des conditions de travail déplorables. Les règles de l'hygiène ne sont pas observées. Les WC sont en mauvais état. Les douches qui sont au nombre de huit, fonctionnent très mal. Ainsi quand on ouvre les robinets pour se laver les mains, ceux des douches cessent de couler. Comme il n'y a pas de réfectoire, nous sommes obligés de nous installer dans un coin de l'atelier pour manger, et là, il y fait une chaleur épouvantable. Les machines

sur lesquelles nous travaillons sont en très mauvais état. Quant au petit matériel (limes, mètres, etc...), il est pratiquement inexistant, et c'est l'ouvrier lui-même qui achète ce dont il a besoin pour travailler.

Si SERI-SAVER se permet de nous traiter ainsi, c'est parce que nous ne sommes pas organisés. Organisons-nous pour que tout cela cesse.

CERCLE COMBAT OUVRIER

MARDI 29 AVRIL 1975

Fort-de-France

Thème: 1er MAI JOURNÉE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

Venez nombreux.

Directeur de publication: M.E. ZOZOR  
Commission paritaire: N° 51.728  
Ronéo du journal: Pointe-à-Pitre  
Correspondance: G. BEAUJOUR  
B.P. 214 P.A.P.  
B.P. 386 F.D.F.  
8ème Supplément du Mensuel N°48

## EDITORIAL (SUITE)

tilles est très profonde. Et il suffit que les travailleurs d'un secteur important se mettent en grève pour que tout soit en déséquilibre. Oui, les Antilles sont une poudrière, et il suffira que la mèche soit bien placée pour que tout l'édifice colonial s'écroule. Cela sera la tâche des travailleurs conscients des Antilles qui devront s'organiser dans ce but.

Le préfet a peut être remporté une petite victoire en quadrillant encore cette fois-ci les campagnes et empêchant les travailleurs de se regrouper pour discuter de leur grève.

Mais il est des victoires qui sont plus que des défaites. Les sentiments de la population travailleuse, le pouvoir colonial n'aura peut être pas si longtemps que ça à attendre pour les connaître.

PARTICIPEZ A NOTRE SOUSCRIPTION

SOUTENEZ LE JOURNAL